



3. Comment la République résiste-t-elle aux crises et aux contestations (1892 – 1914) ?

Avec **la liberté de réunion** et **la liberté de la presse** adoptées en 1881, les **opposants au régime** peuvent s'exprimer dans un cadre démocratique contre le gouvernement. Au cours de la période, une **opposition plus violente au régime républicain** s'exprime également avec des **courants d'extrême gauche et d'extrême droite**. Par ailleurs, l'**affaire Dreyfus** (1894-1906), devenue « l'Affaire », **fracture durablement la société française** mais voit finalement la République sortir renforcée de cette crise.

1 – La République résiste à l'épreuve des crises

A) La poussée anarchiste et les attentats

- Les **courants anarchistes** d'extrême gauche organisent une série d'attentats en 1892-1894 qui fragilisent le gouvernement et le régime. Auguste Vaillant lance une **bombe à la tribune de la Chambre des députés** en décembre 1893. Le **président Sadi Carnot est assassiné** par un anarchiste italien en juin 1894.
- L'**anarchisme est réprimé** par une série de **lois dites « scélérates »** qui entravent la liberté d'expression et autorisent les condamnations expéditives.

B) L'affaire Dreyfus (1894-1906)

- En décembre 1894, le **capitaine Dreyfus** est condamné à tort par un tribunal militaire pour espionnage au profit de l'Allemagne.
- En janvier 1898, **Émile Zola** publie « **J'accuse... !** » dans L'Aurore. Une affaire militaire devient alors une **affaire d'État**. L'opinion publique se divise entre les « **dreyfusards** » (soutiens de Dreyfus) et les « **antidreyfusards** » (opposants à Dreyfus).
- Les courants politiques se clivent autour de l'affaire Dreyfus. L'**extrême droite antiparlementaire, nationaliste, et antisémite** se structure au sein de **ligues** et dénonce un régime républicain qui affaiblit le pays. À l'inverse, les partisans de Dreyfus s'appuient sur l'héritage des Lumières et de la DDHC. **Waldeck-Rousseau** mène un **gouvernement de « défense républicaine »** (1899 – 1902) regroupant **républicains modérés, radicaux, et socialistes**.
- En 1906, une décision de justice innocente et réhabilite définitivement Dreyfus.

C) La loi de séparation des Églises et de l'État (1905)

- **Émile Combes**, chef du gouvernement (1902-1905), relance une **politique anticléricale**. Elle aboutit en décembre 1905 au vote de la loi dite de **séparation des Églises et de l'État**.
- Cette loi **met fin au Concordat** de 1801. La République ne reconnaît plus aucun culte, mais en garantit le libre exercice. La loi de 1905 est à l'origine de tensions au sein de la société française, notamment lors de la **crise des inventaires** des biens de l'Église en 1906.

2 – La République se consolide

A) La consolidation intérieure de la République

- L'**intégration des populations des campagnes** au régime se fait progressivement. L'accès à l'information est facilité grâce au courrier postal, à la presse, et au chemin de fer. Le maire et le député s'imposent comme des figures locales.
- La majorité de gauche, dominée par les **radicaux**, qui gouverne de 1899 à 1906 tente par ses réformes sociales de **se rapprocher des ouvriers**. En 1905, l'unification des mouvements socialistes au sein de la **SFIO** se fait sur le principe de la lutte des classes. Sous l'impulsion de **Jean Jaurès**, la SFIO accepte progressivement les **principes de la république parlementaire** tout en **affirmant sa volonté de renverser le capitalisme**.

B) La consolidation extérieure de la République

- La république des années 1890 et 1900 fait le choix d'**une politique impérialiste**. Il existe certaines **contradictions** entre les **principes universalistes** de la III^e République, ancrés dans les idéaux de 1789, et la **politique colonialiste** mise en place à la fin du XIX^e et au début du XX^e. La **politique impérialiste** reprend le discours de Jules Ferry sur la **mission civilisatrice** de la France au-delà des frontières de la métropole.
- Le **sentiment de revanche** et les **tensions avec l'Empire allemand** tendent à placer la **défense de la patrie** au cœur des discours. En 1913, lors du **vote de la loi portant à 3 ans le service militaire**, seuls certains socialistes défendent des idées pacifistes.